



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU GROUPE ÉCOLOGISTE ET CITOYEN VILLE DE NANTES

Nantes, le 05/10/2022

Toujours plus de répression et de contrôle à Nantes : le glissement des annonces de Gérald Darmanin et Johanna Rolland

Hier, dans un contexte troublé par la multiplication de drames humains à Nantes largement relayés dans les médias nationaux et instrumentalisés par les droites et l'extrême droite, un communiqué commun du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, et Johanna Rolland a rendu public une série de nouvelles mesures pour la sécurité à Nantes.

Les élu.e.s du groupe écologiste et citoyen partagent la demande de sécurité forte et légitime de nos concitoyen.ne.s. Chacun.e a le droit de circuler librement de jour comme de nuit dans tous les lieux de la ville, en se sentant en sûreté. Mais face à cette demande légitime, nous alertons sur la dangerosité de ces annonces en réaction et focalisées sur la mise en place de plus de répressions et de contrôle.

L'amalgame fait dans ce communiqué entre politique de sécurité et mouvements migratoires est insoutenable : l'annonce de la création d'un centre de rétention administrative (CRA) en Loire-Atlantique ne permettra en rien de résoudre les situations auxquelles Nantes est confrontée. Pire, il revient à considérer des chercheur.euse.s de refuge, dont des enfants, comme des délinquants. Ces privations de liberté imposées à des personnes étrangères ont déjà été condamnées à plusieurs reprises par la Cour européenne des droits de l'homme et sont indignes.

Marie Vitoux, coprésidente du Groupe écologiste et citoyen de la ville de Nantes : *“Nous ne cautionnons pas cet enfermement qui détruit les vies de personnes venues chercher une protection et des conditions de vie dignes sur notre territoire. Les centres de rétention administrative sont une honte pour notre pays et une injure à nos valeurs.”*

D'autre part, Johanna Rolland s'engage de manière unilatérale et sans consultation de ses partenaires de majorité à installer plus de 100 caméras de vidéosurveillance supplémentaires à Nantes. La question de la sécurité doit être traitée avec sérieux : prétendre que la multiplication de caméras de vidéosurveillance constitue une solution est un écran de fumée. La vidéosurveillance est une solution coûteuse, obsolète, qui n'a pas prouvé son efficacité et n'aura comme effet, dans le meilleur des cas, que le déplacement du problème. De même, les opérations ponctuelles à grands renforts de camions de CRS, qui effraient plus les habitants qu'elles ne les rassurent, sont des leurres. La présence de CRS permet seulement de temporiser sans jamais apporter de solution pérenne.



Simon Citeau, coprésident du Groupe écologiste et citoyen de la ville de Nantes : *“À rebours de cette surenchère sécuritaire, nous affirmons à nouveau et avec force : la sûreté locale doit reposer sur une approche préventive et humaine en proximité. Nous avons besoin de police municipale, évidemment, mais aussi d'éducateurs et d'éducatrices dans nos rues et nos quartiers, de concierges dans les immeubles, bref, nous devons récupérer l'espace public aujourd'hui trop déserté.”*

Enfin, les polices municipales et nationales, y compris en effectif renforcé, ne peuvent agir seules. Nous déplorons l'absence de prise en compte de l'urgence de débloquent des moyens humains et financiers pour renforcer le système judiciaire. L'augmentation de la présence policière à elle seule ne constitue pas une solution efficace sur le long terme. La prise en compte de la chaîne dans son intégralité est nécessaire, intégrant ainsi le triptyque Ville-Etat-Justice.